

Art. 2. L'article 249, § 1^{er}, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, remplacé par la loi du 15 mai 1987 et modifié par les lois des 5 juillet 1998 et 7 décembre 2006, est complété par un 5^o, libellé comme suit :

« 5^o sont abrégés. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) *Références parlementaires :*

Documents de la Chambre des représentants :

51-2446 – 2005/2006 :

N^o 1 : Proposition de loi de M. Swennen et Mme Storms.

51-2446 – 2006/2007 :

N^o 2 : Amendements.

N^o 3 : Rapport.

N^o 4 : Texte adopté par la commission.

N^o 5 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 12 avril 2007.

Documents du Sénat :

3-2395 – 2006/2007 :

N^o 1 : Projet évoqué par le Sénat.

N^o 2 : Rapport.

N^o 3 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 19 avril 2007.

Art. 2. In artikel 249, § 1, tweede lid, van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervangen bij de wet van 15 mei 1987 en gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1998 en 7 december 2006, wordt een 5^o ingevoegd, luidend als volgt :

« 5^o afgekort worden. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) *Parlementaire verwijzingen :*

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

51-2446 – 2005/2006 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Swennen en Mevr. Storms.

51-2446 – 2006/2007 :

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Verslag.

Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 5 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 12 april 2007.

Stukken van de Senaat :

3-2395 – 2006/2007 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Beslissingen om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 19 april 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 1956

[C – 2007/03176]

26 AVRIL 2007. — Arrêté royal réglant le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse conformément à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à Votre signature règle l'exécution de l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005 (*Moniteur belge* du 30 décembre 2005, éd. 2). Cette loi-programme contient un "Titre VII. – Finances" avec un Chapitre VIII. – Code des taxes assimilées au timbre" (CTAT), lequel contient certaines dispositions concernant la taxe sur les opérations de bourse (TOB).

Il faut remarquer que, dans la loi-programme du 27 décembre 2005, on parlait encore du Code des taxes assimilées au timbre. Par la loi du 19 décembre 2006 transformant le Code des taxes assimilées au timbre en Code des droits et taxes divers, abrogeant le Code des droits de timbre et portant diverses autres modifications législatives (*Moniteur belge*, 29 décembre 2006, édition 6), l'intitulé du Code des taxes assimilées au timbre a été remplacé par l'intitulé "Code des droits et taxes divers". Ladite loi du 19 décembre 2006 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

L'article 130 de la loi-programme augmente la taxe à 1,10 p.c. (auparavant 0,50 p.c.) pour le rachat de ses actions, par une société d'investissement, lorsque l'opération porte sur des actions de capitalisation (voir les articles 121, § 1^{er}, dernier alinéa et 120, 3^o, CDTD).

L'article 131 de la loi-programme établit une nouvelle base imposable (art. 123, 4^o, CDTD) pour les rachats d'actions de capitalisation par des organismes de placement collectif visés à l'article 19bis, § 1^{er}, alinéa 6, CIR 92.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2007 — 1956

[C – 2007/03176]

26 APRIL 2007. — Koninklijk besluit houdende terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen overeenkomstig artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd regelt de tenuitvoerlegging van artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005 (*Belgisch Staatsblad* van 30 december 2005, ed. 2). Deze programmawet bevat een « Titel VII. – Financiën » met een « Hoofdstuk VIII. – Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen » (WZGT), dewelke een aantal bepalingen bevat inzake de taks op de beursverrichtingen (TOB).

Er moet worden opgemerkt dat in de programmawet van 27 december 2005 nog wordt gesproken van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen. Welnu, bij wet van 19 december 2006 tot omvorming van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen tot het Wetboek diverse rechten en taksen, tot opheffing van het Wetboek der zegelrechten en houdende verscheidene andere wetswijzigingen (*Belgisch Staatsblad*, 29 december 2006, editie 6) werd het opschrift van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen vervangen door het opschrift «Wetboek diverse rechten en taksen». Voormelde wet van 19 december 2006 is in werking getreden op 1 januari 2007.

Artikel 130 van de programmawet verhoogt de taks naar 1,10 pct. (voordien 0,50 pct. voor de inkoop van eigen aandelen, door een beleggingsvennootschap, indien de verrichting slaat op kapitalisatie-aandelen (zie de artikelen 121, § 1, laatste lid en 120, 3^o, WDRT).

Artikel 131 van de programmawet voerde een nieuwe belastbare grondslag in (art. 123, 4^o, WDRT) voor de inkoop van kapitalisatie-aandelen door instellingen voor collectieve belegging als bedoeld in artikel 19bis, § 1, zesde lid, WIB 92.

L'article 132 de la loi-programme, et c'est l'objet de cet arrêté royal, contient la réglementation suivante du remboursement de la taxe sur les opérations de bourse :

"En ce qui concerne les conversions d'action de capitalisation en actions de distribution d'une même société d'investissement visée à l'article 111, qui sont réalisées dans le chef de la même personne dans la période du 1^{er} janvier 2006 au 28 février 2006, si les actions de distribution acquises sont rendues nominatives au nom de la personne qui a réalisé la conversion ou sont déposées sur un compte courant au nom de la personne qui a réalisé cette conversion et cette personne peut prouver qu'elle a conservé les actions de distribution durant une période ininterrompue d'au moins 1 an, à compter de la date de la conversion, le remboursement de la taxe prélevée peut être obtenu jusqu'au 28 février 2008.

Le Roi détermine les moyens de preuve et selon quelles modalités la taxe retenue est remboursée."

La justification de l'amendement n° 16 du gouvernement, qui insère un nouvel article 120^{quater} - en fin de compte l'article 132 - dans la loi-programme (Chambre, 6 décembre 2005, doc. 51 2097/008, p. 18-19), dispose in fine :

"Le Roi déterminera davantage les moyens de preuve et les modalités de remboursement. Pour rendre ce remboursement facile, l'intermédiaire financier auprès de qui la preuve de la détention est livrée, devra lui-même opérer ce remboursement et l'imputer ensuite dans une prochaine déclaration en matière de taxes sur les opérations boursières."

Cet arrêté d'exécution est donc également établi conformément à cette justification.

La méthode de travail de cet arrêté part de l'article 132 de la loi-programme : les actions de distribution reçues doivent être nominatives ou être déposées sur un compte de titres.

Le principe de la procédure est déjà clairement exposé à l'article 1^{er} de l'arrêté :

— le remboursement de la taxe est toujours effectué à la personne qui a réalisé la conversion;

— par l'intermédiaire professionnel auprès duquel la conversion a été réalisée;

— les remboursements aux investisseurs sont possibles à partir du 1^{er} mars 2007.

Concrètement, les situations suivantes sont possibles :

a) si les titres ont été placés sur un compte de titres et sont restés déposés auprès du même organisme financier, il va de soi que l'organisme financier apporte lui-même la preuve du dépôt et de l'accomplissement des conditions imposées au remboursement. Dans ce cas, l'organisme financier prend lui-même l'initiative, et non l'investisseur (voir l'article 2 de l'arrêté).

b) si les titres ont été placés sur un compte de titres et ne sont pas restés déposés auprès du même organisme financier, l'investisseur doit apporter lui-même la preuve que les actions de distributions sont restées déposées auprès de l'organisme financier durant une période ininterrompue d'au moins 1 an. L'intermédiaire professionnel auprès duquel la conversion s'est réalisée effectue le remboursement à l'investisseur et opère l'imputation sur sa déclaration mensuelle (voir l'article 3 de l'arrêté).

c) si les titres sont nominatifs, il va de soi que ceux-ci ne sont pas entre les mains de l'organisme financier, qui est seulement intervenu comme intermédiaire. L'investisseur est par contre bien connu auprès de l'organisme de placement collectif qui a émis les titres (l'émetteur). L'organisme de placement collectif ne peut toutefois pas demander lui-même le remboursement de la taxe, parce que cet organisme n'est pas un intermédiaire au sens des dispositions concernant la taxe sur les opérations de bourse (voir article 126¹, 2°, CDTD). L'organisme de placement collectif devra donc fournir une attestation à l'organisme bancaire où la conversion a été réalisée, dont il ressort que l'investisseur satisfait aux conditions pour le remboursement de la taxe.

Le remboursement s'effectuera alors via l'organisme financier dans lequel la conversion est réalisée (voir l'article 1^{er} de l'arrêté).

En ce qui concerne la conservation des pièces probantes de la demande de remboursement de la taxe sur les opérations de bourse, le gouvernement est d'avis que celles-ci soient conservées auprès de l'organisme financier qui impute le remboursement dans sa déclaration mensuelle, et donc celui qui effectue le remboursement à l'investisseur (articles 4 et 5 de l'arrêté). Il s'agit en outre de l'organisme auprès duquel la conversion a été réalisée. Sur base de l'article 130² CDTD, l'administration a en effet toujours le droit de réclamer les listings ou les bordereaux des opérations, ainsi que de "tous autres documents relatifs à leurs opérations". En conséquence, le gouvernement ne voit pas l'utilité de réclamer expressément encore une fois les documents qui prouvent la demande de remboursement à chaque investisseur. Le

Artikel 132 van de programmawet, en dat is het voorwerp van dit koninklijk besluit, bevat volgende regeling van teruggave van de taks op de beursverrichtingen :

"Voor omzettingen van kapitalisatieaandelen in distributieaandelen binnen een zelfde beleggingsvennootschap als bedoeld in artikel 111, die worden verwezenlijkt door dezelfde persoon in de periode van 1 januari 2006 tot 28 februari 2006, indien de verkregen distributieaandelen op naam worden gezet van de persoon die de omzetting heeft verwezenlijkt of worden gedeponneerd op een rekening op naam van de persoon die de omzetting heeft verwezenlijkt, en die persoon kan bewijzen dat hij de distributieaandelen gedurende een ononderbroken periode van minstens 1 jaar te rekenen vanaf de datum van de omzetting heeft aangehouden, kan tot 28 februari 2008 de terugbetaling van de ingehouden taks worden bekomen.

De Koning bepaalt hoe dit bewijs kan worden geleverd en volgens welke modaliteiten de ingehouden taks wordt terugbetaald."

In de verantwoording bij het amendement nr. 16 van de Regering, dat een nieuw artikel 120^{quater} - het uiteindelijke artikel 132 - in de programmawet invoegt (Kamer, 6 december 2005, doc. 51 2097/008, p. 18-19), staat in fine :

"De Koning zal de bewijsvoering en de modaliteiten van terugbetaling nader regelen. Om deze terugbetaling vlot te laten verlopen, zal de financiële tussenpersoon waar het bewijs van aanhouding wordt geleverd, zelf de terugbetaling moeten doen en die vervolgens verrekenen in een eerstvolgende aangifte inzake taks op de beursverrichtingen."

Dit uitvoeringsbesluit wordt dan ook overeenkomstig deze verantwoording opgesteld.

De werkwijze van dit besluit vertrekt vanuit artikel 132 van de programmawet : de verkregen distributieaandelen moeten op naam zijn of op een effectenrekening gedeponneerd zijn.

Het principe van de procedure wordt in artikel 1 van het besluit reeds duidelijk uiteengezet :

— de terugbetaling van de taks wordt steeds gedaan aan de persoon die de omzetting heeft verwezenlijkt;

— door de tussenpersoon van beroep bij wie de omzettingsverrichting is gebeurd;

— de terugbetalingen aan de beleggers worden mogelijk vanaf 1 maart 2007.

Meer concreet zijn volgende situaties mogelijk :

a) indien de effecten op een effectenrekening werden geplaatst en bij dezelfde financiële instelling gedeponneerd zijn gebleven, spreekt het voor zich dat de financiële instelling zelf het bewijs levert van het depot en van de vervulling van de voor de terugbetaling opgelegde voorwaarden. De financiële instelling neemt in dat geval zelf het initiatief en niet de belegger (zie artikel 2 van het besluit).

b) indien de effecten op een effectenrekening werden geplaatst en niet bij dezelfde financiële instelling gedeponneerd zijn gebleven, moet de belegger zelf het bewijs leveren dat de distributieaandelen gedurende een ononderbroken periode van minstens 1 jaar bij financiële instellingen gedeponneerd zijn gebleven. De tussenpersoon van beroep waarbij de omzetting werd verricht doet de terugbetaling aan de belegger en verricht de toerekening op zijn maandopgave (zie artikel 3 van het besluit).

c) indien de effecten op naam zijn spreekt het voor zich dat deze niet berusten bij de financiële instelling, die louter als tussenpersoon is opgetreden. De belegger is daarentegen wel gekend bij de instelling voor collectieve belegging die de effecten heeft uitgegeven (de emitent). De instelling voor collectieve belegging kan echter niet zelf om de terugbetaling van de taks verzoeken, omdat deze instelling geen tussenpersoon is volgens de bepalingen inzake de taks op de beursverrichtingen (zie artikel 126¹, 2°, WDRT). De instelling voor collectieve belegging zal dus een attest aan de bankinstelling - waar de omzetting werd verwezenlijkt - moeten afleveren, waaruit blijkt dat de belegger aan de voorwaarden voor terugbetaling van de taks voldoet.

De terugbetaling zal dan verlopen via de financiële instelling waar de omzetting is verwezenlijkt (zie artikel 1 van het besluit).

Voor wat betreft de bewaring van de stukken tot staving van de aanvraag tot terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen, is de regering van mening dat deze best bewaard blijven bij de financiële instelling die de teruggave verrekent in haar maandelijks aangifte en die dus de terugbetaling doet aan de belegger (artikelen 4 en 5 van het besluit). Het is bovendien dezelfde instelling waarbij de omzetting werd verwezenlijkt. Op grond van artikel 130² WDRT heeft de administratie namelijk steeds het recht om de listings of borderellen van de verrichtingen op te vragen, alsmede « van alle andere bescheiden in verband met hun verrichtingen ». Bijgevolg ziet de regering het nut niet in om de documenten die de terugbetaling aan elke belegger staven nog eens uitdrukkelijk op te vragen. De regering is dan ook van mening dat de financiële instellingen de documenten mogen bewaren

gouvernement est aussi d'avis que les organismes financiers puissent conserver les documents de la manière qui leur convient le mieux. En conséquence, la conservation électronique des attestations que les organismes de placement collectif délivrent aux organismes financiers en cas de titres nominatifs est, par exemple, autorisée.

Le Conseil d'Etat a d'abord considéré que les circonstances relatées dans la lettre de demande d'avis et dans le préambule du projet ne constituaient pas une motivation spéciale de l'urgence au sens de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. Il a dès lors considéré la demande d'avis comme irrecevable.

Une seconde demande d'avis a donc été déposée, sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. Les remarques formulées par le Conseil d'Etat à cette occasion ont été intégralement suivies. Ceci implique que :

— la date à partir de laquelle le remboursement est effectué a été adaptée et est fixée à la date de publication de cet arrêté au *Moniteur belge*;

— l'hypothèse selon laquelle la personne qui a réalisé la conversion est décédée et ses ayants droit ont continué à conserver les actions de distribution pendant une période ininterrompue d'au moins un an au sens de l'article 132 de la loi-programme, a été envisagée et le texte adapté;

— les annexes étant des modèles qui ne sont pas source de droits ou d'obligations, elles ne présentent aucun caractère réglementaire et ne doivent, par conséquent, pas être soumises à l'avis du Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
le très respectueux
et le très fidèle serviteur.

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

AVIS 42.468/2 DU 26 MARS 2007

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 8 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "régulant le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse conformément à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Préambule

1. L'alinéa 1^{er} du préambule doit être omis dans la mesure où les dispositions visées du Code des droits et taxes divers n'offrent aucun fondement légal particulier à l'arrêté en projet, lequel trouve son unique fondement juridique dans la disposition visée à l'alinéa 2 du préambule.

2. L'alinéa 3 du préambule doit être omis : l'arrêté royal qui y est visé sous une dénomination d'ailleurs incorrecte dans la version française (1) n'est en effet ni modifié ni abrogé par le texte en projet.

3. Les alinéas 4 et 5 du préambule doivent être complétés par les dates auxquelles les avis et accord qu'ils visent ont été donnés, à savoir respectivement les 15 et 16 février 2007.

4. Les alinéas 6 à 10 doivent être omis car l'avis du Conseil d'Etat n'est pas demandé en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

5. Dans l'alinéa 11, c'est l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat qu'il faut viser.

op de wijze die hen het beste past. Bijgevolg wordt de elektronische bewaring van bijvoorbeeld de attesten die de collectieve beleggingsinstellingen bij effecten op naam aan de financiële instelling afleveren toegelaten.

De Raad van State heeft vooreerst geoordeeld dat de omstandigheden die in de brief met de adviesaanvraag en in de aanhef van het ontwerp worden vermeld geen bijzondere redenen zijn die het spoedeisende karakter van de adviesaanvraag kunnen staven in de zin van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Hij heeft de adviesaanvraag derhalve als niet ontvankelijk beschouwd.

Een tweede adviesaanvraag werd dus neergelegd op grond van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. De opmerkingen die bij deze gelegenheid door de Raad van State werden gemaakt werden volledig gevolgd. Dit houdt in dat :

— de datum vanaf dewelke de terugbetaling wordt uitgevoerd werd aangepast en wordt vastgelegd op de datum waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt;

— de hypothese volgens dewelke de persoon die de omzetting heeft verwezenlijkt overleden is en zijn rechtsopvolgers hebben de distributieaandelen gedurende een ononderbroken periode van minstens 1 jaar hebben aangehouden in de zin van artikel 132 van de programmawet, werd voorzien en de tekst aangepast;

— de bijlagen slechts modellen zijnde die geen bron van rechten of verplichtingen uitmaken, vertonen zij geen enkel reglementair karakter en moeten bijgevolg niet aan het advies van de Raad van State worden voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

ADVIES 42.468/2 VAN 26 MAART 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 8 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen overeenkomstig artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

1. Het eerste lid van de aanhef moet vervallen aangezien de genoemde bepalingen van het Wetboek diverse rechten en taken geen specifieke rechtsgrond opleveren voor het ontworpen besluit, dat zijn enige rechtsgrond ontleent aan de bepaling genoemd in het tweede lid van de aanhef.

2. Het derde lid van de aanhef moet vervallen : het koninklijk besluit, waarnaar daarin in de Franse versie onder een overigens verkeerde benaming (1), wordt verwezen, wordt immers noch gewijzigd, noch opgeheven bij de ontworpen regeling.

3. Het vierde en het vijfde lid van de aanhef moeten aangevuld worden met de data van het advies en de akkoordbevinding die erin worden vermeld, namelijk respectievelijk 15 en 16 februari 2007.

4. Het zesde tot het tiende lid moeten vervallen omdat de Raad van State niet met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State om advies wordt verzocht.

5. In het elfde lid moet verwezen worden naar artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

(1) Voir l'arrêté royal du 21 décembre 2006 transformant le règlement général sur les taxes assimilées au timbre en arrêté d'exécution du Code des droits et taxes divers, abrogeant l'arrêté du Régent relatif à l'exécution du Code des droits de timbre et portant diverses autres modifications à des arrêtés d'exécution.

Dispositif

Article 1^{er}

1. A l'alinéa 1^{er}, la date du 1^{er} mars 2007 doit être remplacée par une date qui ne pourra être antérieure à la date de publication de l'arrêté en projet au *Moniteur belge*.

2. A l'alinéa 2, ainsi que dans la suite du projet, il y aurait lieu d'envisager l'hypothèse, par exemple, où la personne qui a réalisé la conversion est décédée sans que ses ayants droits aient cessé de conserver les actions de distribution pendant une période ininterrompue d'au moins un an au sens de l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005. En ce cas en effet, il ne se justifierait pas, au regard du principe d'égalité, que les ayant-droits ne puissent obtenir le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse qui a été prélevée à l'occasion de la conversion réalisée par le de cujus.

Article 3

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il est renvoyé à une "annexe 1^{ère}" qui n'est pas jointe au dossier de demande d'avis. Le Conseil d'Etat n'est dès lors pas en mesure de donner un avis sur cette annexe, avis qui serait néanmoins requis si cette annexe devait présenter un caractère réglementaire au sens de l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

La même observation vaut pour les "annexes 2 et 3" auxquelles le paragraphe 2, alinéa 2, renvoie.

2. Dans la version française du même alinéa, il faut écrire "du présent arrêté" et non "de cet arrêté", la même observation valant pour l'article 3, § 2, alinéa 2, et pour l'article 4, alinéa 1^{er}.

La chambre était composée de :

M. Y. Kreins, président de chambre;

M. P. Vandernoot et Mme M. Baguet, conseillers d'Etat;

Mme A.-C. Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. Ronvaux, auditeur.

(...)

Le greffier,

A.-C. Van Geersdaele.

Le Président,

Y. Kreins.

26 AVRIL 2007. — Arrêté royal réglant le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse conformément à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme du 27 décembre 2005, notamment l'article 132;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 février 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 16 février 2007;

Vu l'avis 42.402/2 du Conseil d'Etat, donné le 5 mars 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu que le Conseil d'Etat (avis 42.402/2) est d'avis qu'"il ne peut être considéré que les circonstances relatées dans la lettre de demande d'avis et dans le préambule du projet constituent une motivation spéciale de l'urgence au sens de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat" et que "La demande d'avis est donc irrecevable";

(1) Zie het koninklijk besluit van 21 december 2006 tot omvorming van de algemene verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen tot het uitvoeringsbesluit van het Wetboek diverse rechten en taksen, tot opheffing van het regentbesluit tot uitvoering van het Wetboek der zegelrechten en houdende verscheidene andere wijzigingen aan uitvoeringsbesluiten.

Dispositief

Artikel 1

1. In het eerste lid moet de datum van 1 maart 2007 vervangen worden door een datum die niet vroeger mag vallen dan de datum van bekendmaking van het ontworpen besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

2. In het tweede lid dient, net als in de rest van het ontwerp, ook rekening te worden gehouden met het geval waarin bijvoorbeeld de persoon die de omzetting heeft bewerkstelligd overleden is, en zijn rechtverkrigenden de distributieaandelen gedurende een ononderbroken periode van minstens 1 jaar aangehouden hebben in de zin van artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005. In dit geval zou het immers uit het oogpunt van het gelijkheidsbeginsel niet gerechtvaardigd zijn dat de rechtverkrigenden niet de terugbetaling kunnen verkrijgen van de taks op beursverrichtingen die ingehouden is naar aanleiding van de omzetting door de erflater.

Artikel 3

1. In paragraaf 1, tweede lid, wordt verwezen naar een "bijlage 1", die niet bij het dossier van de adviesaanvraag is gevoegd. De Raad van State kan dus geen advies uitbrengen over die bijlage, een advies dat evenwel vereist is indien die bijlage van reglementaire aard is in de zin van artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Dezelfde opmerking geldt voor de "bijlagen 2 en 3" waarnaar verwezen wordt in paragraaf 2, tweede lid.

2. In de Franse versie van hetzelfde lid schrijve men "du présent arrêté" en niet "de cet arrêté". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, § 2, tweede lid, en voor artikel 4, eerste lid.

De kamer was samengesteld uit :

De heer Y. Kreins, kamervoorzitter;

De heer P. Vandernoot en Mevr. M. Baguet, staatsraden;

Mevr. A.-C. Van Geersdaele, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. Ronvaux, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Vandernoot.

De griffier,

A.-C. Van Geersdaele.

De voorzitter,

Y. Kreins.

26 APRIL 2007. — Koninklijk besluit houdende terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen overeenkomstig artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet van 27 december 2005, inzonderheid op artikel 132;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 februari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 16 februari 2007;

Gelet op advies 42.402/2 van de Raad van State, gegeven op 5 maart 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de Raad van State (advies 42.402/2) van mening is dat "kan er niet vanuit worden gegaan dat de omstandigheden die in de brief met de adviesaanvraag en in de aanhef van het ontwerp worden vermeld, bijzondere redenen zijn die het spoedeisende karakter van de adviesaanvraag kunnen staven in de zin van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op Raad van State" en dat "De adviesaanvraag is dus niet ontvankelijk";

Vu l'avis 42.468/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse, visé à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005, est, à partir de la date de publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, effectué dans tous les cas par l'intermédiaire professionnel auprès duquel l'opération de conversion a été réalisée.

Le remboursement est fait à la personne qui a réalisé la conversion ou au nom de ses ayants droit.

Art. 2. Si les actions de distribution reçues lors de la conversion sont restées déposées au nom de la même personne ou au nom de ses ayants droit auprès de l'intermédiaire professionnel visé à l'article 1^{er}, durant une période ininterrompue d'au moins un an à compter de la date de la conversion, le remboursement s'effectue à l'initiative de l'intermédiaire professionnel.

Art. 3. § 1^{er}. Dans tous les autres cas, la personne qui a réalisé la conversion, ou ses ayants droit, doivent déposer une demande de remboursement de la taxe sur les opérations de bourse auprès de l'intermédiaire professionnel visé à l'article 1^{er}.

Le modèle de la demande de remboursement est repris à l'annexe 1 du présent arrêté.

§ 2. Une ou plusieurs des annexes suivantes doivent, le cas échéant, être jointes à la demande de remboursement :

— une déclaration de l'organisme financier ou des organismes financiers auprès duquel/desquels les actions de distribution sont restées déposées.

Cette déclaration contient l'identité de la personne ou de ses ayants droit et mentionne la période durant laquelle ces actions de distribution sont restées déposées auprès de cet organisme financier ou de ces organismes financiers.

— une déclaration de l'émetteur des actions de distribution reçues. Cette déclaration contient l'identité de la personne ou de ses ayants droit et mentionne la période durant laquelle ces actions de distribution sont restées inscrites au nom de la personne qui a réalisé la conversion auprès de cet émetteur ou au nom de ses ayants droit.

Le modèle de ces déclarations est repris, respectivement, aux annexes 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 4. L'intermédiaire professionnel qui, conformément aux dispositions du présent arrêté, effectue un remboursement à la personne qui a réalisé la conversion, impute le montant du remboursement sur le montant de la taxe qui est exigible pour le mois pendant lequel le remboursement a été effectué, et au besoin sur les mois qui suivent.

Le montant des remboursements effectués pour ces mois par l'intermédiaire professionnel est mentionné soit séparément sur la déclaration visée à l'article 125 du Code des droits et taxes divers elle-même, soit dans une annexe libre jointe à cette déclaration.

Art. 5. L'intermédiaire professionnel qui a effectué le remboursement et qui a imputé le montant du remboursement sur la (les) déclaration(s) mensuelle(s) y afférente(s), conserve les renseignements utiles et les documents justificatifs qui concernent ces remboursements pendant 6 ans à compter du jour du dépôt de cette (ces) déclaration(s) mensuelle(s) au bureau compétent.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

Gelet op advies 42.468/2 van de Raad van State, gegeven op 26 maart 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen, bedoeld in artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005, wordt in alle gevallen, vanaf de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, gedaan door die tussenpersoon van beroep bij wie de omzettingsverrichting is gebeurd.

De terugbetaling wordt gedaan aan de persoon die de omzetting heeft verwezenlijkt of aan zijn rechtsopvolgers.

Art. 2. Indien de bij de omzetting verkregen distributieaandelen gedurende een ononderbroken periode van minstens één jaar te rekenen vanaf de datum van de omzetting gedeponneerd zijn gebleven op naam van dezelfde persoon of op naam van zijn rechtsopvolgers bij de tussenpersoon van beroep bedoeld in artikel 1, gebeurt de terugbetaling op initiatief van die tussenpersoon van beroep.

Art. 3. § 1. In alle andere gevallen moeten de persoon, die de omzetting heeft verwezenlijkt, of zijn rechtsopvolgers schriftelijk een aanvraag tot terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen indienen bij de tussenpersoon van beroep bedoeld in artikel 1.

Het model van de aanvraag tot terugbetaling is opgenomen in de bijlage 1 bij dit besluit.

§ 2. Bij die aanvraag tot terugbetaling moeten, al naargelang het geval, één of meerdere van volgende bijlagen worden gevoegd :

— een verklaring van de financiële instelling of financiële instellingen bij wie de distributieaandelen gedeponneerd zijn gebleven.

Deze verklaring omvat de identiteit van de persoon of van zijn rechtsopvolgers en vermeldt de periode gedurende welke deze distributieaandelen bij die financiële instelling of financiële instellingen gedeponneerd zijn gebleven.

— een verklaring van de emittent van de verkregen distributieaandelen. Deze verklaring omvat de identiteit van de persoon of van zijn rechtsopvolgers en vermeldt de periode gedurende welke deze distributieaandelen bij die emittent op naam van de persoon die de omzetting heeft verwezenlijkt of op naam van zijn rechtsopvolgers ingeschreven zijn gebleven.

Het model van deze verklaringen is opgenomen, respectievelijk, in de bijlagen 2 en 3 bij dit besluit.

Art. 4. De tussenpersoon van beroep die, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, een terugbetaling verricht aan de persoon die de omzetting heeft verwezenlijkt, rekent het bedrag van de terugbetaling toe op het bedrag van de taks dat opeisbaar is voor de maand tijdens dewelke de terugbetaling wordt gedaan, en zo nodig de daaropvolgende maanden.

Het bedrag van de voor die maanden door de tussenpersoon van beroep gedane terugbetalingen wordt ofwel afzonderlijk op de in artikel 125 van het Wetboek diverse rechten en taksen bedoelde opgave zelf vermeld ofwel in een bijlage in vrije vorm die wordt gevoegd bij deze opgave.

Art. 5. De tussenpersoon van beroep die de terugbetaling heeft verricht en het bedrag van de terugbetaling heeft toegerekend op de desbetreffende maandelijkse opgave(n), bewaart de nuttige gegevens en de bewijsstukken met betrekking tot deze terugbetaling gedurende zes jaar te rekenen vanaf de dag van de indiening van deze maandelijkse opgave(n) op het bevoegde kantoor.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

Annexe 1^{re} à l'arrêté royal du 26 avril 2007A (nom et adresse de l'institution financière
auprès de laquelle la demande est introduite)**Demande de remboursement de la taxe sur les opérations de bourse pour les opérations visées à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005 (MB 30/12/2005)¹.**

Le soussigné,

Personne physique :

Nom	Prénom		
Qualité ⁽²⁾			
Numéro de registre national			
Rue	N°	Bte	
Commune	Code postal		

Personne morale :

Raison sociale			
Qualité ²			
Numéro d'entreprise			
Numéro de registre de commerce			
Numéro d'association			
Autre numéro d'identification			
Siège social			
Rue	N°	Bte	
Commune	Code postal		

Représenté par :

Nom	Prénom		
Rue	N°	Bte	
Commune	Code postal		

demande le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse en application de l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005.

¹ Une demande doit être introduire si les actions de distribution obtenues dans le cadre de la conversion ne sont pas restées en dépôt durant une période ininterrompue d'un an minimum à compter de la date de la conversion, au nom de la même personne auprès de l'intermédiaire professionnel chez qui l'opération de conversion a été réalisée. La demande doit être adressée à l'intermédiaire professionnel chez qui l'opération de conversion a été réalisée.

² Agissant en son nom propre, en tant que successeur ou mandataire. S'il agit en tant que mandataire, la procuration doit être jointe et les mêmes données d'identification que ci-avant doivent être reprises.

Succession de personnes physiques

Si la demande de remboursement est introduite par le(s) successeur(s), l'identité du souscripteur décédé doit être communiquée :

Nom	Prénom
Numéro de registre national	
Date du décès	
Dernier domicile fiscal	
Rue	N° Bte
Commune	Code postal

Succession de personnes morales

Si la demande de remboursement est introduite par le(s) successeur(s), l'identité du prédécesseur doit être communiquée :

Raison sociale		
Siège social		
Numéro d'entreprise		
Numéro de registre de commerce		
Numéro d'association		
Autre numéro d'identification		
Rue	N°	Bte
Commune	Code postal	

Le successeur s'engage à partager le montant remboursé entre les co-ayants droit et exonère la banque de toute responsabilité qui pourrait découler du remboursement à l'égard des co-ayants droit ou des éventuels créanciers du prédécesseur.

Le remboursement s'effectue sur le compte :

Nom/raison sociale												
Prénom												
Rue				N°				Bte				
Commune				Code postal								
En Belgique : numéro de compte								-				
A l'étranger : code IBAN												
Numéro de référence auprès du déclarant												

Le remboursement est demandé pour l'(les) opération(s) suivante(s)³:

Description des actions de distribution obtenues :

.....

Nombre :

Date de l'opération de conversion

MONTANT TOTAL A REMBOURSER	4
----------------------------	---

Les documents suivants sont joints à la demande :

	5
Selon le cas :	
Une déclaration de l'institution financière ou des institutions financières auprès de laquelle (desquelles) les actions de distribution sont restées en dépôt. Cette déclaration mentionne l'identité de la personne et la période durant laquelle ces actions de distributions sont restées en dépôt auprès de l'institution financière ou des institutions financières.	
Une déclaration de l'émetteur des actions de distribution obtenues. Cette déclaration mentionne l'identité de la personne et la période durant laquelle ces actions de distribution sont restées inscrites auprès de cet émetteur au nom de la personne qui a réalisé la conversion.	
NOMBRE DE DOCUMENTS ANNEXES	

Date de la demande ⁶			/			/				
---------------------------------	--	--	---	--	--	---	--	--	--	--

Signature :

³ Le cas échéant spécifier les données suivantes par opération.

⁴ mentionner le montant.

⁵ indiquer le nombre de documents annexés.

⁶ jj/mm/aaaa

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 avril 2007 réglant le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse conformément à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Annexe 2 à l'arrêté royal du 26 avril 2007

Déclaration pour le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse. Application de l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005. Actions de distribution détenues sur un compte-titres. A délivrer par l'institution financière concernée.

Déclaration rédigée conformément à l'article 132 de la loi-programme du 27.12.2005 et à l'article 3, § 2, AR du 26 avril 2007 réglant le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse conformément à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005.

Le soussigné (nom de l'institution financière) :

Siège social ou administratif :

représenté par

déclare par la présente que (*nombre*) actions de distribution telles que visées aux articles 111 et 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005

..... (description des parts (code ISIN))
déposées auprès d'elle sur un compte(-titres) au nom de la (des) personne(s) visée(s) ci-après et ce durant une période allant du au

Nom de la (des) personne(s) :

Adresse ou siège social ou administratif :

.....

.....

.....

Lieu et date : à le

Signature(s) :

.....

Nom et qualité du (des) signataire(s) :

.....

.....

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 avril 2007 réglant le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse conformément à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Annexe 3 à l'arrêté royal du 26 avril 2007

Déclaration pour le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse. Application de l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005. Actions de distribution nominatives. A délivrer par l'émetteur.

Déclaration rédigée conformément à l'article 132 de la loi-programme du 27.12.2005 et à l'article 3, § 2, AR du 26 avril 2007 réglant le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse conformément à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005.

Emetteur soussigné :(nom)

Siège social ou administratif :

.....

représenté par

déclare par la présente que (*nombre*) actions de distribution telles que visées à l'article 111 de la loi-programme du 27 décembre 2005

.....(*description des parts (code ISIN)*)

¹ ont été acquises dans le cadre d'une opération de conversion telle que visée à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005 le (*date*²) et sont restées inscrites au registre des actions nominatives de l'émetteur au nom de la (des) personne(s) mentionnée(s) ci-dessous qui a(ont) réalisé la conversion et durant une période ininterrompue d'un an minimum à compter de la date de la conversion.

¹ ont été acquises dans le cadre d'une opération de conversion telle que visée à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005 le (*date*²) et sont restées inscrites au registre des actions nominatives de l'émetteur au nom de la (des) personne(s) mentionnée(s) ci-dessous qui a(ont) réalisé la conversion jusqu'au (*date*).

¹ sont restées inscrites du(*date*) au (*date*) au registre des actions nominatives de l'émetteur au nom de la (des) personne(s) mentionnée(s) ci-dessous qui a(ont) réalisé la conversion.

Nom de la (des) personne(s) :

adresse ou siège social ou administratif :

.....

.....

Lieu et date de la signature : à le

¹ Cocher la case qui convient et compléter le texte.

² Cette opération doit avoir été réalisée entre le 1er janvier 2006 et le 28 février 2006.

Signature(s) :

.....

Nom et qualité du (des) signataire(s) :

.....

.....

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 26 avril 2007 réglant le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse conformément à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

D. REYNDERS

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 26 april 2007

AAN (naam en adres financiële instelling bij wie de aanvraag wordt ingediend.)

Aanvraag tot terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen voor de verrichtingen bedoeld in artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005 (BS 30/12/2005)¹.

Ondergetekende,

Natuurlijke persoon:

Naam	Voornaam	
Hoedanigheid ²		
Rijksregisternummer		
Straat	Nr.	Bus
Gemeente	Postnummer	

Rechtspersoon:

Benaming		
Hoedanigheid ⁽²⁾		
Ondernemingsnummer		
Nummer handelsregister		
Verenigingsnummer		
Ander identificatienummer		
Maatschappelijke zetel		
Straat	Nr.	Bus
Gemeente	Postnummer	

Vertegenwoordigd door:

Naam	Voornaam	
Straat	Nr.	Bus
Gemeente	Postnummer	

verzoekt om de terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen bij toepassing van artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005.

¹ Een aanvraag dient te gebeuren indien de bij de omzetting verkregen distributieaandelen niet gedurende een ononderbroken periode van minstens één jaar te rekenen vanaf de datum van de omzetting gedeponereerd zijn gebleven op naam van dezelfde persoon bij de tussenpersoon van beroep bij wie de omzettingsverrichting is gebeurd. De aanvraag moet worden gericht aan de tussenpersoon van beroep bij wie de omzettingsverrichting is gebeurd.

² Handelende in eigen naam, als rechtsopvolger of als volmachtdrager. Indien handelende als volmachtdrager moet de volmacht worden bijgevoegd en dezelfde identificatiegegevens als hierboven hernemen.

De teruggave wordt gevraagd voor de volgende verrichting(en)³:

Omschrijving van de verkregen distributieaandelen:

.....

Aantal:

Datum van de omzettingsverrichting:

TOTAAL BEDRAG VAN DE TERUGBETALING	4
------------------------------------	---

De volgende documenten worden bij de aanvraag gevoegd:

	5
Al naar gelang het geval:	
Een verklaring van de financiële instelling of financiële instellingen bij wie de distributieaandelen gedeponereerd zijn gebleven. Deze verklaring omvat de identiteit van de persoon en vermeldt de periode gedurende welke deze distributieaandelen bij die financiële instelling of financiële instellingen gedeponereerd zijn gebleven.	
Een verklaring van de emittent van de verkregen distributieaandelen. Deze verklaring omvat de identiteit van de persoon en vermeldt de periode gedurende welke deze distributieaandelen bij die emittent op naam van de persoon die de omzetting heeft verwezenlijkt, ingeschreven zijn gebleven.	
AANTAL BIJGEVOEGDE DOCUMENTEN	

Datum van de aanvraag⁶

/

/

Handtekening:

³ In voorkomend geval de gegevens specifiseren per verrichting.

⁴ Bedrag vermelden.

⁵ Het aantal bijlagen telkens vermelden.

⁶ dd/mm/jjjj.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 april 2007 houdende terugbetaling van de taks op beursverrichtingen overeenkomstig artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 26 april 2007

Verklaring voor de terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen. Toepassing van artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005. Distributieaandelen aangehouden op een effectenrekening. Af te leveren door de betrokken financiële instelling.

Verklaring opgesteld overeenkomstig artikel 132 Programmawet 27.12.2005 en artikel 3, § 2 KB van 26 april 2007 houdende terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen overeenkomstig artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005.

Ondergetekende (naam financiële instelling):

Maatschappelijke zetel of bestuurszetel:

hier vertegenwoordigd door

verklaart hierbij dat (*aantal*) distributieaandelen bedoeld in de artikelen 111 en 132 van de programmawet van 27 december 2005

..... (omschrijving van de delen (ISIN-code)
bij haar op een (effecten-)rekening op naam van de hierna bedoelde perso(o)n(en) gedeponneerd zijn gebleven en dit gedurende de periode te rekenen vanaf tot

Naam van de perso(o)n(en):

adres of maatschappelijke zetel of bestuurszetel:

Plaats en datum : te op

Handtekening (en):

Naam en hoedanigheid van de ondertekenaar(s):

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 april 2007 houdende terugbetaling van de taks op beursverrichtingen overeenkomstig artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

Bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 26 april 2007

Verklaring voor de terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen. Toepassing van artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005. Distributieaandelen op naam. Af te leveren door de emittent.

Verklaring opgesteld overeenkomstig artikel 132 Programmawet 27.12.2005 en artikel 3, § 2 KB van 26 april 2007 houdende terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen overeenkomstig artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005.

Ondergetekende emittent:(naam)

Maatschappelijke zetel of bestuurszetel:

hier vertegenwoordigd door

verklaart hierbij dat (*aantal*) distributieaandelen bedoeld in artikel 111 van de programmawet van 27 december 2005

.....(*omschrijving van de aandelen (ISIN-code)*)

¹ werden verworven in het kader van een in artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005 beoogde omzettingsverrichting op (datum²) en ingeschreven zijn gebleven in het register van aandelen op naam van de emittent op naam van de hierna vermelde perso(o)n(en) die de omzetting heeft/hebben verwezenlijkt en gedurende een ononderbroken periode van minstens 1 jaar te rekenen vanaf de datum van de omzetting.

¹ werden verworven in het kader van een in artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005 beoogde omzettingsverrichting op (datum²) en ingeschreven zijn gebleven in het register van aandelen op naam van de emittent op naam van de hierna vermelde perso(o)n(en) die de omzetting heeft/hebben verwezenlijkt tot..... (datum).

¹ vanaf(datum) tot (datum) ingeschreven zijn gebleven in het register van aandelen op naam van de emittent op naam van de hierna vermelde perso(o)n(en) die de omzetting heeft/hebben verwezenlijkt.

Naam van de perso(o)n(en):

adres of maatschappelijke zetel of bestuurszetel:

Plaats en datum ondertekening : te op

¹ Het passend vak aankruisen en de tekst vervolledigen.

² Deze verrichting moet zijn verwezenlijkt in de periode van 1 januari 2006 tot 28 februari 2006.

Handtekening (en):

.....

Naam en hoedanigheid van de ondertekenaar(s):

.....

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 26 april 2007 houdende terugbetaling van de taks op de beursverrichtingen overeenkomstig artikel 132 van de programmawet van 27 december 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

D. REYNDERS